***Recherches sociographiques*, VI, no 1 (janvier-avril 1965). Les Presses de l'Université Laval. Le Canada français : classes sociales, idéologie et infériorité économique.**

Jean-Pierre Wallot

Volume 20, numéro 3, décembre 1966

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/302602ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/302602ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Wallot, J.-P. (1966). Compte rendu de [*Recherches sociographiques*, VI, no 1 (janvier-avril 1965). Les Presses de l'Université Laval. Le Canada français : classes sociales, idéologie et infériorité économique.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 20(3), 477–486. <https://doi.org/10.7202/302602ar>

Recherches sociographiques, VI, no 1 (janvier-avril 1965). Les Presses de l'Université Laval.

LE CANADA FRANÇAIS: CLASSES SOCIALES,
IDÉOLOGIE ET INFÉRIORITÉ ÉCONOMIQUE

Recherches sociographiques a consacré un numéro aux "classes sociales au Canada français".¹ Des sociologues y scrutent cette question en fonction de leur discipline, mais aussi par le biais de l'histoire. Fernand Dumont² décrit comment, dans un Canada français paysan et ignorant, muré sur la famille et la paroisse, le clergé et les professionnels auraient évincé l'ancienne aristocratie discréditée et accouché de la première définition de la "société globale". Après l'Union, malgré une certaine conscience de l'infériorité économique et une opposition vigoureuse à tous les pouvoirs oligarchiques, clercs et laïcs auraient conclu la paix pour assurer le salut de la nation. Puis les problèmes économiques, le danger américain et l'émigration vers la Nouvelle-Angleterre aiguillonnèrent l'élite. Celle-ci fit triompher une "idéologie unitaire" et "sans conteste", fonda-

¹ *Recherches sociographiques*, VI, (janvier-avril 1965).

² "La Représentation idéologique des classes au Canada français", *ibid.*: 9-22.

mentalement "paysanne": "la société globale, ce fut la nation; la liberté, ... celle de la nationalité." (p. 15). L'impact de l'industrialisation accélérée et "l'angoissant voisinage" des USA muèrent en vocation la constatation idéologique — nation paysanne, française et catholique. Malgré les compromis pour intégrer la classe ouvrière, on continua à déprécier la richesse, l'industrialisation et l'urbanisation, symboles du monde anglo-saxon, et à préférer l'agriculture, l'occupation traditionnelle de notre nation pauvre, française et subordonnée. Dans ce contexte ne pouvait saillir une véritable conscience de classe: nos riches, on les assimilait volontiers aux Anglo-Saxons; la "bourgeoisie" désignait en fait la classe moyenne dans une société surtout égalitaire; le prolétariat canadien-français, partie de la nation et soumis à elle, on l'exhibait surtout comme preuve de notre avilissement national. L'ancien nationalisme a donc fait primer la nation sur les classes. Il les a empêchées de s'émanciper. Remis en question, il se voit refouler par un "néo-nationalisme", proche parent qui identifie cette fois la nation et les classes prolétariennes, d'où l'alliance séparatisme-socialisme de ces dernières années. Et au lieu de déboucher sur un clivage social, l'idéologie de gauche pourrait économiser la formation d'une véritable bourgeoisie nationale et maçonner la nation au moyen de l'Etat et des élites existantes (militants ouvriers et ruraux, jeunes fonctionnaires, technocrates, etc.).

Pour Marcel Rioux,³ la conscience ethnique a toujours prévalu au Canada français dans les moments de crise (rébellions de Riel, guerre des Boers, crises de la conscription, etc.): elle a ainsi entravé l'éclosion et l'affirmation de la conscience de classe. Bien plus, à l'intérieur du Canada, l'ethnie canadienne-française assume certaines caractéristiques propres aux classes sociales (v.g.: "résistance à la société globale", "incompatibilité radicale entre les classes aux structurations poussées", etc.). D'où les retards dans l'émergence ici de classes conscientes d'elles-mêmes. C'est l'industrialisation qui a fait éclater l'ancienne mentalité "féodale". En Europe, au XIX^e siècle, le sentiment national pénétra d'abord l'élite puis la masse, parallèlement à une diminution de la conscience de classe. Selon l'auteur, on dépilerait la même évolution ici, mais avec un léger décalage. Au XIX^e siècle, notre peuple, imperméable au nationalisme "de collège" de l'élite, n'aurait vécu qu'une loyauté à la famille et au rang. Ce ne serait que récemment, avec la métamorphose de l'Etat provincial en Etat national, avec la compénétration de

³ "Conscience ethnique et conscience de classe au Québec", *ibid.*: 23-32.

la conscience de classe et de la conscience nationale, que le peuple aurait enfin communiqué au nationalisme en voulant s'approprier "son" Etat tout neuf.

Jean-Charles Falardeau brosse à grands traits l'histoire de nos hommes d'affaires.⁴ Trois grands facteurs auraient freiné le développement d'une économie canadienne-française: le plafonnement des structures, i.e. la présence écrasante de l'Anglais, l'idéologie "unitaire" de l'élite qui privilégiait les activités intellectuelles et l'agriculture en opposition aux affaires, la culture enfin ou la "philosophie" canadienne-française. Presque inexistant économiquement au XIX^{ème} siècle, nous aurions réussi une percée dans les années 1900-1914 (banques, scieries, alimentation, chaussure, etc.). Suivit une éclipse sous l'invasion triomphante des capitaux américains. Ceux-ci financèrent l'exploitation de nos ressources naturelles, grâce à la complicité de nos politiciens, et nous avons fourni de la main-d'œuvre à bon marché. Après la guerre seraient apparus à nouveau de grands brasseurs d'affaires canadiens-français. Jusqu'à cette époque, notre élite la plus active ne se recrutait que parmi les politiciens, eux-mêmes écartelés entre les pôles d'Ottawa et de Québec. La nouvelle bourgeoisie économique s'est hissée au rang de "catégorie dirigeante". Elle a imposé, parfois substitué à l'ancienne, une nouvelle échelle de valeurs basée sur l'argent et le prestige.

Dans un article parfois plus politique (i.e. socialiste) que sociologique,⁵ Gérald Fortin serine lui aussi le thème de l'idéologie "unitaire", agricole et "pré-capitaliste" au XIX^{ème} siècle. Quand le milieu rural s'ouvrit enfin sur le monde, au début du XX^{ème} siècle, la coopération, le clergé et l'U.C.C. (fondée en 1924) auraient douché ses revendications sociales et étouffé son éveil comme classe. Durant la guerre, les cultivateurs profitèrent d'une prospérité artificielle et accédèrent au circuit de la consommation. Le marasme permanent d'après-guerre stimula l'exode des campagnes et l'éclosion, chez ceux qui y demeurent toujours, d'un sentiment de classe englobant tout le milieu rural. Syndicalisée, l'U.C.C. circonscrit toutefois ses revendications au seul plan de la consommation, sans ruer dans le système ou la production. De même, si la solidarité ouvrière des syndicats canadiens-français a disloqué la solidarité ethnique, leurs revendications sont canalisées vers la consommation. Très peu d'ouvriers contestent le système et se rangent du côté de la solution

⁴ "L'origine et l'ascension des hommes d'affaires dans la société canadienne-française", *ibid*: 33-45.

⁵ "Milieu rural et milieu ouvrier, deux classes virtuelles", *ibid*: 47-59.

collective, du socialisme. La plupart se contentent de sublimer leur "aliénation fondamentale" dans leur vie familiale et une consommation accrue grâce à de meilleurs salaires. En dissociant l'action syndicale de l'action politique, le syndicalisme québécois a enrayé la maturation d'une véritable conscience de classe.

Enfin, une enquête sociologique⁶ cerne l'aspiration à la mobilité chez les travailleurs de la métallurgie à Montréal. Peu de travailleurs espèrent vraiment s'établir à leur compte ou même décrocher de hautes promotions dans leur usine ou ailleurs — notamment à cause du handicap de la langue: le français confine aux emplois subalternes. Leurs espoirs, ils les reportent sur leurs enfants, plus instruits. Compte tenu d'enquêtes similaires aux Etats-Unis, la mobilité des travailleurs américains et canadiens-français tend à se stabiliser avec les générations, alors que celle des Canadiens anglais s'accroît.

*
* *

Seul le dernier article se conforme entièrement aux normes scientifiques indispensables dans une revue spécialisée du calibre de *Recherches sociographiques*. De larges sections des autres ressassent ou paraphrasent des articles récents. L'appareil méthodologique (statistiques, comparaisons, bibliographie adéquate, etc.) indispensable à toute vérification y fait trop souvent défaut. Et outre le style parfois pompeux et torturé,⁷ outre des erreurs historiques grossières,⁸ on se heurte au parti-pris de

⁶ Jacques Dofny et Hélène David, "Les aspirations des travailleurs de la métallurgie à Montréal", *ibid.*: 61-85. Un article excellent.

⁷ A côté du jargon "scientifique" qui affleure ici et là — le capitalisme "d'oligopole", les "macro-structures", etc. — et d'expressions vagues, imprécises — "l'aliénation fondamentale des travailleurs"; le mot "canadien" utilisé sans précision, alors qu'à certains moments, il peut désigner les Canadiens français ou les Canadiens en général —, il faut une patience peu commune pour lire et relire des passages du genre suivant: "D'où la fonction déterminante des idéologies qui réunissent, dans une sorte de "théorie", des conditions préalables comme la communauté de langue, de religion, etc., tout en se nourrissant de la conscience diffuse de traits distinctifs et d'une relative opposition à des autrui..."

⁸ V.g. la politique nationale de "1870"; la conscription de "1918"; le fait d'ignorer les fourrures parmi les grands produits d'exportation du Canada, à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle; ou de restreindre les ambitions commerciales des *Canadiens* à la seule Angleterre, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle — et les Etats-Unis, la réciprocité ?

reconstituer un long passé (1760-1960), varié et complexe, à coups de théories globales, à la manie de télescoper sans scrupule des périodes différentes et de les incorporer à tout prix dans de petits cadres propres, conçus souvent pour un autre contexte.⁹

Abordons quelques-uns des grands "modèles" d'explication. Le mythe le plus "unitaire" qui émerge des quatre premiers articles, c'est la prétendue existence d'une "idéologie unitaire" au XIX^e siècle. Certes, on ne saurait nier le durcissement idéologique dans les dernières décennies du XIX^e siècle, la prépondérance incontestable d'une école de pensée. Mais toujours l'a-t-on récusée en certains milieux. Il serait fastidieux d'énumérer les luttes incessantes, parfois superficielles il est vrai, entre laïcs, entre laïcs et clercs, entre clercs mêmes. Il faut lire AU MOINS Rumilly... Même le facteur économique, des Canadiens français en ont discerné l'importance à toutes les époques. V.g.: *Le Courrier de Québec*, en 1807 et 1808; dans les années '20 et '30, offensive économique et projets de nationalisation de certaines compagnies anglo-saxonnes; après 1840, Etienne Parent et ses disciples — expédiés trop rapidement dans un article — qui incitent leurs compatriotes à consacrer à la reconquête économique les talents qu'ils ont déployés dans la "victoire" politique; leurs successeurs, particulièrement au début du XX^e siècle, alors que "l'idéologie" est censée avoir pulvérisé toute autre doctrine, par ex. Errol Bouchette¹⁰ qui n'hésite pas à prédire la victoire économique sur les *Canadians*, à condition que les Canadiens français s'attèlent à la tâche et exploitent leurs nombreux talents innés; *L'Action française*, qui répand ces idées, v.g. lors de son enquête de 1922 sur le séparatisme; des hommes d'affaires canadiens-français entre 1914 et 1927;¹¹ etc. De même, imaginer une compartimentation rigide entre la politique et les affaires au XIX^e siècle, même au Canada français, tient de la plus haute fantaisie: outre les nombreux scandales, rappelons simplement les liens entre Georges-Etienne Cartier et Langevin d'une part, et les capitalistes *montrealers*, le Grand Tronc, le Canadien Pacifique d'autre part. Nos hommes

⁹ On ne peut appliquer tels quels les "modèles" de sociétés normales, i.e. d'Etats-nations, à une société anormale, i.e. à une colonie conquise et défaite, sur les ruines de laquelle s'est érigée une seconde colonisation prépondérante en nombre, en pouvoir et en richesse.

¹⁰ Il faut lire son volume *L'Indépendance économique du Canada français* (3^e éd., Montréal, 1913).

¹¹ Voir Yves Saint-Germain, *La Prospérité nord-américaine de l'après-guerre: le Québec et les Canadiens français (1919-1927)* (thèse de M.A. manuscrite, Un. de Montréal, 1963).

d'affaires les plus puissants se sont-ils enrichis "à l'intérieur" de notre société ou bien plutôt en s'engrenant dans l'économie *canadian*, d'où leur réputation d'"assimilés" ?

A propos du nationalisme canadien-français, relevons deux généralisations fort discutables. D'abord, le nationalisme aurait toujours prévalu lors de crises importantes. L'historiographie traditionnelle et des thèses récentes¹² révèlent que la partisanerie politique a souvent neutralisé l'élan nationaliste (v.g. en 1885, en 1899-1900 et lors des deux grandes guerres); que celui-ci ne constituait pas un faisceau unique, mais se subdivisait en mouvements divers et parfois ennemis. Ainsi en 1896, malgré l'influence du clergé, le peuple québécois a répudié les conservateurs, *peut-être* à cause de Riel, alors qu'eux seuls s'étaient engagés à rétablir les écoles séparées dans le Nord-Ouest. En réalité, *plusieurs* écoles nationalistes et politiques se concurrençaient. D'autre part, les historiens situent en effet au XIX^e siècle la précipitation du nationalisme dans les couches populaires, mais avec certaines nuances.¹³ Au Canada français, le nationalisme a probablement précédé et non suivi la conscience de classe et il affleure très tôt. Dans cette petite colonie où se réalisent rapidement l'unité religieuse, linguistique et légale — contrairement à la plupart des pays européens —, une population homogène doit s'entraider pour survivre. Elle combat les mêmes ennemis: la nature, les sauvages, les Anglais, certains hauts fonctionnaires français trop rapaces. Conquise, elle subit le joug d'un seul conquérant qui, à cause de la conjoncture, semble d'abord la confirmer dans son particularisme. Ne s'agit-il que d'un nationalisme de "collège", d'élite? L'historien Guy Frégault et tout récemment Marcel Trudel¹⁴ soulignent la présence agissante d'un fort sentiment communautaire à la fin du régime français, sentiment qui se traduisait par une "politique cana-

¹² V.g. André Lavallée, *La Rébellion de 1885 dans le Nord-Ouest canadien: les réactions canadiennes et canadian* (mémoire de D.E.S. manuscrit, Un. de Montréal, 1966).

¹³ La chose a pu exister sans le nom, dans l'Antiquité comme à diverses autres époques. Ainsi, les "exceptions" ne manquent pas en Europe: les mouvements séparatistes catalans et portugais, au XVI^e siècle et au XVII^e siècle; le cas suédois, au XVI^e siècle, et celui des Pays-Bas; ou encore l'attitude des Français, lorsque François I^{er} se retrouve dans une prison espagnole, au lendemain de la bataille de Pavie (1525); l'appel de Louis XIV au peuple français, durant la guerre de la Succession d'Espagne, etc. Il faudrait encore définir ce qu'on entend par nationalisme, patriotisme, régionalisme ou provincialisme, etc.

¹⁴ Marcel Trudel, "Des sujets de recherches pour un siècle ou deux...", RHAF, 20 (1966-1967): 228-235. Voir surtout p. 228.

dienne" et une opposition marquée aux métropolitains qui s'en écartaient. Nationalisme d'élite ? Malgré les pressions du clergé et de l'aristocratie, le peuple, en résistance passive, refusa de bouger lors de l'invasion américaine (1775-1776). Dans les années '80, des partisans d'une Assemblée prévoient utiliser celle-ci à des fins nationalistes. Les Canadiens français forment un parti dès la première session. Dans les deux décennies qui suivent, ils élaborent l'essentiel du rêve de la "nation canadienne" dans le Bas-Canada, réservé selon eux aux seuls Canadiens français. Au nationalisme britannique qui prône leur assimilation, ils rétorquent par des appels nationalistes au peuple et ce dernier leur réserve un appui électoral indéfectible, malgré les pressions du gouvernement et d'une partie du clergé et jusqu'à l'échec du rêve séparatiste en 1837. Ce nationalisme explique encore pourquoi ce sont les leaders parlementaires — et non les seigneurs — qui ont bataillé pour le maintien du régime seigneurial... avec l'appui de leurs électeurs. Etc. Certes, les conceptions du nationalisme canadien-français ont varié avec les époques et les hommes, depuis le séparatisme impénitent, qui resurgit régulièrement, jusqu'à l'illusion de l'égalité raciale dans un grand Canada. Ne faire remonter la naissance du nationalisme canadien-français qu'à il y a deux ou trois décennies, nous paraît une absurdité historique.

Cette théorie d'un nationalisme très tardif s'accompagne du mythe tenace d'un Canada français clos sur lui-même, barricadé contre l'extérieur durant tout le XIX^{ème} siècle. Oublions un moment qu'après 1840, la plupart des conflits idéologiques canadiens-français se nourrissent à des racines européennes. Entre 1760 et 1815, notre peuple a essuyé la Conquête, la Révolution américaine, qui les éclabousse à l'hiver 1775-1776, la propagande américaine et française (outre celle d'"agents" proprement dits, il y a l'idéologie révolutionnaire de la *Gazette de Montréal* jusqu'en 1793), la Révolution française, puis une seconde guerre avec les Etats-Unis. Nos parlementaires butinent chez les philosophes français ainsi que chez les parlementaires et commentateurs anglais. La presse accorde une prépondérance excessive aux nouvelles étrangères. Une partie de l'élite professionnelle se perfectionne à l'extérieur, importe des livres. Des politiciens et des curés lisent les journaux au peuple, les commentent. Les habitants exportent leur blé à l'étranger. Bon nombre d'entre eux fréquentent régulièrement les villes, où ils écoulent leurs surplus.¹⁵ Non seulement les Canadiens fran-

¹⁵ Les habitants s'intéressent aux nouvelles internationales, quand ce ne serait que pour leur intérêt immédiat. Ainsi, en 1809, au cours d'un

çais n'ignorent pas le monde extérieur; mais c'est justement la crainte des Etats-Unis qui, dès les années '30, aiguillera certains d'entre eux (v.g. Etienne Parent) sur la voie du fédéralisme. Toutefois, il se peut qu'à la fin du XIX^{ème} siècle, les régions éloignées des centres urbains aient vécu dans un plus grand isolement. Cela reste encore à démontrer.

Sous le régime français, le clergé n'optait pas pour le peuplement et *contre* le commerce: réaliste, il jugeait essentiels le commerce *ET* le peuplement (v.g. Marie de l'Incarnation). Après 1760, l'Eglise a-t-elle couvé, pétri le Canada français? Outre que les Canadiens sont frondeurs et indépendants, l'Eglise canadienne du début du XIX^{ème} siècle s'avère une Eglise incertaine, sans cesse menacée de perdre son autonomie sous la prérogative royale, sans existence légale sauf pour les dîmes,¹⁶ incapable de créer de nouvelles paroisses et de posséder en main morte, avec seulement 160 prêtres en 1806, y compris les enseignants, pour plus de 200,000 fidèles disséminés sur un immense territoire, donc avec des paroisses sans pasteur et peut-être déchristianisées, avec une élite qui s'éloigne de la pratique, etc. La situation changera. Mais il ne faut pas confondre les périodes. Pas plus qu'une citation de Papineau, homme contradictoire s'il en fût un, ne suffit à prouver qu'il aurait sacrifié son opposition à l'Eglise pour une forme de salut de la nation. Et au XXI^{ème} siècle, avant de gober l'insinuation que le clergé a fait avorter l'éveil de la classe agricole, nous aimerions davantage de précisions sur les "manœuvres assez mal connues" !

Ce manque de rigueur entache la valeur d'autres affirmations moins importantes. Comment le Québec a-t-il bénéficié de l'ouverture de l'Ouest? Les Canadiens français auraient bondi en avant dans le domaine économique, vers 1900-1914 et depuis une vingtaine d'années: mais comment, avec quels capitaux, par rapport à quoi? L'économie *canadian* a profité, elle

voyage sur l'île d'Orléans, le peintre William Berczy conversa avec des habitants. L'un d'entre eux "me parut pas content de l'accommodement fait avec les Américains, le *non-intercourse act* lui plaisait assez, parce que cela haussait le prix du bled, une guerre ne lui faisait pas peur pourvu qu'il eut bon débit de ses denrées. Il n'en appréhendait aucune mauvaise conséquence, enfin la guerre n'était pour lui qu'un mot, qui voulait dire vendre son bled et par là s'enrichir..." (Wm Berczy à J. Viger, Ile d'Orléans, 10 juin 1809, Archives publiques du Canada, M.G. 22/6, 18. 273.).

¹⁶ Et même pour la dîme, les paroisses créées après 1721, date de la dernière homologation, n'existaient pas légalement, donc ne pouvaient recourir aux tribunaux. L'évêque évitait de créer de nouvelles "paroisses" et multipliait les "dessertes".

aussi, durant ces années. Il faudrait donc comparer deux séries parallèles représentant l'importance économique des Canadiens français et celle des Anglo-Américains au Québec. Voilà une recherche urgente pour nos économistes-historiens et sociologues. De même, ceux-ci pourraient sonder jusqu'à quel point la solidarité ouvrière a nui et/ou peut nuire à la solidarité nationale (v.g. l'opposition séparatisme-syndicalisme) ou encore analyser et quantifier le processus d'assimilation dans les bureaux et les usines de la métropole, par suite de l'équation entre la connaissance de l'Anglais et les promotions.

Enfin, sur le plan bibliographique, on se croirait quelquefois égaré au sein d'une fraternité d'adoration mutuelle. Que sociologues et économistes se saluent et s'encensent mutuellement, rien de plus normal. Mais lorsqu'ils s'aventurent en histoire — c'est là où ils réussissent le moins —, ils ne citent presque jamais d'historiens.¹⁷ Quand l'un d'eux traite du "néo-nationalisme" récent, il néglige d'en mentionner l'une des sources les plus importantes, "l'école historique de Montréal", i.e. les écrits et l'enseignement des professeurs Maurice Séguin, Michel Brunet et Guy Frégault. Comment résumer la déchéance économique des Canadiens français après la Conquête sans renvoyer à l'excellente étude de Michel Brunet sur le sujet¹⁸ ou au moins au père de l'historiographie adverse, D. G. Creighton,¹⁹ et à ses disciples, dont Fernand Ouellet ?²⁰ Quant à la "sociologie du national" du professeur Séguin, qui a revigoré la pensée autonomiste et le séparatisme en plus d'inspirer des centaines de disciples, ce sont les Américains qui ont "découvert" et microfilmé sa thèse.²¹ Nos sociologues en prendront sans doute con-

¹⁷ Sauf Fernand Dumont, qui cite Ouellet et Hamelin, une fois, et Groulx, quatre fois. Ailleurs, on cite Wade, une fois, McInnis, une fois, et Michel Brunet (une fois) à qui l'on reproche curieusement d'avoir exagéré "l'agriculturisme" pour ensuite conclure à une "idéologie unitaire", affirmation qui dépasse sûrement la pensée du professeur Brunet.

¹⁸ "La Conquête anglaise et la déchéance de la bourgeoisie canadienne (1760-1793)", in *La Présence anglaise et les Canadiens* (Montréal, 1958), 49-112. A l'avenir: *La Présence anglaise*...

¹⁹ Cf. son œuvre classique, *The Commercial Empire of the St. Lawrence* (New Haven, 1937). A l'avenir: *The Commercial Empire*...

²⁰ Voir, par exemple, son article "Le Nationalisme canadien-français: de ses origines à l'insurrection de 1837", CHR, 45 (1964): 277-292. A l'avenir: "Le Nationalisme...". Cf. aussi "Les Fondements théoriques de l'idée séparatiste au Canada français", CHR, 43 (1962): 185-203. A l'avenir: "Les Fondements...".

²¹ *La Nation canadienne et l'agriculture* (thèse de doctorat manuscrite, Université de Montréal, 1947). Pour une synthèse rapide de cette étude capitale, voir *Notes bibliographiques* plus loin. On peut prendre connais-

naissance dans quelques années à travers des études américaines ! On peut contester, mais non ignorer cette interprétation nouvelle et "globale" de notre histoire.

*
* *
*

Il serait facile de dénaturer ces critiques en les imputant à un accès de "jalousie d'historien". Ce serait éluder les vrais problèmes. Aucun historien sérieux ne peut désormais se passer de l'apport essentiel des sciences sociales à la perspective et aux méthodes historiques. D'autre part, les articles analysés ci-haut, d'inégale valeur, comportent des données vérifiées et nouvelles par rapport au passé récent, mais pullulent d'erreurs ou de demi-vérités pour le XIX^{ème} siècle. Trop de ces hypothèses à propos desquelles on pontifie, n'épousent nullement la réalité complexe de notre histoire et débouchent parfois sur l'absurde faute de recherches ou de lectures suffisantes. Dans le dialogue nécessaire entre sciences sociales, dont l'histoire fait partie, il serait ridicule d'exiger des seuls historiens la rigueur scientifique et l'apprentissage de nouvelles techniques. Préendre écrire notre histoire sans ou contre les historiens, c'est faire de la mauvaise sociologie et de la mauvaise histoire.²² Au contraire, d'une collaboration fructueuse peut jaillir une "histoire globale" qui tienne compte, autant que possible, de la totalité de la réalité historique.

JEAN-PIERRE WALLOT,
Musée national, Ottawa